ramses 2022

SOUS LA DIRECTION DE **THIERRY DE MONTBRIAL** ET **DOMINIQUE DAVID**

ifri

AU-DELÀ DU COVID

- SORTIR DU COVID
- LA COURSE À LA PUISSANCE
- 30 ANS APRÈS LA CHUTE, L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

DUNOD

Le temps retrouvé

vidéo
http://dunod.link/ramses02

Il existe une histoire des épidémies – hier enfouie dans un passé oublié –, mais celle que nous venons de vivre s'y inscrit très spécifiquement. D'abord parce qu'elle fut brutale et courte à l'aune des gigantesques atteintes du passé (peste, choléra, ou même grippe espagnole) ; ensuite parce que les conditions de la sortie – si nous y sommes – ne peuvent être étalonnées sur les expériences d'hier.

En sortir, mais dans quel état ?

Nous en sommes encore au temps des réactions. À la crise, nos sociétés ont partout opposé des recettes séculaires – isolement, intervention de l'État pour faire respecter les mesures… –, aujourd'hui à la fois plus aisées et plus difficiles à mettre en œuvre du fait de notre niveau de développement technique, ainsi que les ressources de la modernité : information, vaccins, crédits publics…

Les grandes pandémies du passé ont toutes laissé des traces profondes sur l'organisation sociale et politique. L'empreinte du Covid, sa profondeur, ne se profileront que progressivement, même si l'on peut déjà lister quelques domaines évidemment concernés.

La progression de la science ne dépend pas de *diktats* publics mais autorités scientifiques et responsables publics peuvent privilégier des domaines de recherche. En matière de recherche médicale, quelles places respectives auront demain les maladies infectieuses, les atteintes non transmissibles, les maladies du grand âge, etc. ? De plus, la science se concrétise dans des systèmes sociaux de production et de diffusion, et la crise du Covid a montré que le dynamisme de la recherche vaccinale, par exemple, pouvait peiner à se traduire en processus industriels.

Les systèmes de santé des pays développés ont plus ou moins bien tenu – et ailleurs, là où l'organisation publique est défaillante, les atteintes de la pandémie ont souvent pu être limitées. Mais l'attention prioritaire accordée au système hospitalier ne peut laisser ignorer que, face à d'autres pandémies, c'est tout le système de soin, donc la santé globale d'une population, qui serait un facteur central de résistance – une santé commune qui, elle, ne peut reposer sur le seul système hospitalier.

Le système de santé mondiale, à travers l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou les coopérations civiles, a rapidement montré ses limites. Son absence de pouvoir opérationnel du temps de crise pose un problème majeur : dans un monde ouvert à toutes circulations, celle des virus serait-elle la seule à ne pouvoir

être prévue et gérée collectivement ? La question générale de l'articulation de l'action des États avec les structures d'un monde commun s'impose à nouveau : les interdépendances sont une vulnérabilité quand les circulations se ferment ; elles sont un besoin absolu pour gérer les moyens de lutter contre une pandémie qui se joue des frontières, mais un besoin dont l'efficience doit être organisée… Pour l'heure, sous les solidarités de propagande et les diplomaties vaccinales, c'est bien la division du monde qui s'affirme, brutale et multidimensionnelle : entre pays riches préoccupés de leur propre sauvegarde, entre pays riches et pauvres, ces derniers ne recueillant que les miettes d'une charité mal ordonnée.

Quel type de mondialisation redessinera-t-on dans l'après-crise ? Tentera-t-on d'intégrer les dimensions commerciales, politiques, environnementales, sanitaires, d'une inévitable interdépendance, en les articulant aux niveaux nationaux de la décision politique ? C'est difficile à imaginer aujourd'hui, tant la crise a éclairé et peut-être conforté différents « réflexes » politiques et sociaux de réponse à la pandémie : le contrôle politico-social en Asie (*hard* ou *soft*) ; la vitalité des sociétés civiles en Afrique ; en Europe, le mixte de droit d'exception et de contrôle juridique ; et au niveau de l'Union européenne (UE), le difficile – impossible ? – glissement de la logique bureaucratique à l'opérationnalité politique (avec l'habituelle hypocrisie d'États reprochant vertement à la Commission de ne pas faire ce qu'ils lui dénient avec constance les moyens de faire…)

Pendant la crise, la course continue…

Les logiques du monde ne s'arrêtent pas pendant les crises. Et la course qui, depuis trente ans, tend à redéfinir la hiérarchie des puissances s'affirme chaque jour plus rude. La crise a seulement permis de mieux identifier quelques facteurs contemporains d'accumulation de cette puissance, qui seront déterminants dans l'avenir proche.

Le fonctionnement même de nos sociétés durant la pandémie a survalorisé l'ensemble des technologies de l'information, autour desquelles s'organise désormais la compétition des puissances de premier rang. Ajoutons-y l'espace, un temps oublié par le débat public, et de plus en plus nécessaire pour gérer les flux informationnels, dans le domaine civil comme dans le domaine militaire. C'est la capacité à maîtriser ces technologies, et les productions nécessaires à leur mise en œuvre, qui organisera demain les rapports fondamentaux entre la Chine, les États-Unis, l'Europe et quelques autres puissances « de niche », ainsi qu'avec ces entreprises-mastodontes qui dessinent désormais un monde particulier de la puissance.

La puissance économique des pays développés a-t-elle été atteinte par l'hyper-keynésianisme de crise, ou ces pays n'ont-ils fait que montrer l'efficiente souplesse de leurs moyens ? Les banques centrales ont aidé à financer la crise comme il était impératif de le faire. Les déficits publics poseront pourtant, à terme mais inévitablement, problème : pour être épongés, ou restructurés au service de politiques d'avenir, de long terme. En tout état de cause, il y aura retour à une gestion plus ordinaire, avec une transition à négocier, et de nouvelles règles collectives à élaborer, en particulier en Europe pour les pays dotés d'une monnaie commune.

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.

C'est une fois encore la balance indépendance/interdépendance qui se propose, permanente oscillation de la modernité. Du côté de l'indépendance : le sursaut du militaire. Au Haut-Karabagh, le militaire moderne montre sa supériorité classique ; en Afghanistan ou au Sahel, le militaire classique montre son impuissance face aux conflits non conventionnels. Mais un peu partout, ce militaire qu'on voulait marginaliser par la dissuasion et le droit, fait son retour, quand par exemple la Chine, la Russie, la Turquie s'attachent à dessiner ou à consolider leurs zones d'influence. Du côté de l'interdépendance : le fonctionnement même du monde, une fois encore tel qu'éclairé par le Covid. Quelles interdépendances assumer, et comment les organiser ? Une seule certitude : les États doivent être là en première ligne : comme toute crise, la pandémie les a remis au centre du jeu – on ne les oublie, on ne les méprise, qu'en temps calme…

La métaphore utile est ici celle des frontières : elles sont nécessaires pour séparer les communautés humaines, et pour transformer les espaces de confrontations en passages, en échanges.

L'UE figure-t-elle parmi les compétiteurs crédibles de la course à la puissance ? Comme poids, par rapport auquel d'autres se déterminent, oui. Comme acteur, c'est moins sûr. Une fois encore – l'UE est censée aimer les chocs qui la font progresser –, la crise a révélé, éclairé : à la fois un montage administratif non politique (et en l'espèce non compétent par les traités), et un appareil pouvant bricoler – lentement mais efficacement – des solutions techniques : vaccins, plan de relance… Ceci annonce-t-il un certain passage au politique ? On peut en rêver, mais le saut politique de l'UE dépend d'une décision politique qui ne peut être prise par l'Union : cela vaut pour le sanitaire, l'économie, et évidemment la diplomatie et la défense. Le plus vraisemblable est que le choix de « politiser » l'UE ne sera pas fait – peut-il d'ailleurs l'être à l'unanimité des 27 ? –, et que le curieux animal européen continuera à témoigner de notre créativité intellectuelle et juridique. Quant à témoigner d'une volonté collective de jouer au monde de la puissance…

Trente ans après la chute

Trente ans après, la Russie est-elle stable – son régime politique est-il pérenne, son économie viable ? –, et que pèse-t-elle dans l'arène internationale ?

Produit de l'apathie politique générée par 70 ans de slogans et une mémoire traumatique de la guerre civile ; de l'appropriation privée du pouvoir économique et du contrôle d'État imposée par les sauvages années 1990 ; de l'humiliation de l'effondrement redoublée par l'arrogance occidentale ; et de l'héritage de siècles de régimes autoritaires : la semi-démocratie russe semble installée dans le paysage pour durer.

L'État politique tient, même si l'enthousiasme du soutien baisse, et en l'absence de toute alternative identifiable. La réaffirmation de puissance de la forme poutinienne du régime sert de ciment nationaliste. L'économie résiste assez bien aux sanctions et aux crises, financières ou sanitaires, même si demeurent les problèmes de long terme : investissements insuffisants, infrastructures, poids de l'économie de rente… La puissance militaire est à nouveau tangible, même si ses capacités de

projection sont en réalité limitées, tout comme son efficacité, traditionnellement bornée à la garde d'un immense territoire et aux régions avoisinantes.

Moscou a même, contre beaucoup de prévisions, réussi à structurer un ensemble économique, l'Union économique eurasiatique, traitée avec condescendance à l'ouest de l'Europe, avec un rôle régional de désenclavement, en même temps que de contrepoids aux ambitions chinoises le long des Nouvelles routes de la soie.

Quant à la diplomatie russe, elle a ré-imposé, au fil des faiblesses et des erreurs de l'Occident, sa présence quasi globale : dans ses alentours, au Moyen-Orient, en Méditerranée, en Asie…, jouant habilement ses cartes : une capacité de blocage ici, là de négociation dans les crises internationales.

Russia is back, sans doute, au grand déplaisir de ceux qui, à l'Ouest, avaient vite tiré un trait sur son existence même. Mais les défis qui s'imposent à Moscou sont gigantesques. Internes : la Russie a devant elle tous les problèmes de conversion des régimes semi-démocratiques ; son ouverture économique est encore bien partielle ; l'accrochage chinois est un ballon de survie, mais il est menaçant pour le long terme ; et la démographie russe est toujours en berne… Extérieurs : la rodomontade diplomatico-stratégique est le seul argument qui impose Moscou dans les dialogues qui lui importent vraiment, c'est-à-dire avec Washington et Pékin ; mais ses moyens sont là à la fois réels et limités. Et des problèmes plus proches pourraient vite, et violemment, s'imposer, avec les transitions politiques mal négociées dans l'espace hier soviétisé. Combien de temps le blocage des conflits non résolus passera-t-il pour une habile stratégie ? Comment négocier la transition politique de régimes proches – comme celui de la Biélorussie –, sans parler de l'étrange destin imposé au couple Moscou-Kiev par le terrible échec des manœuvres russes ? Comment gérer autrement que par un erratique jeu de balance les ambitions des puissances régionales proches : Turquie, Iran ? En bref, comment Moscou (qui n'est pas sorti de la conception des zones d'influence – mais quelle puissance en est sortie ?) pourrait-il consolider puis gérer sa propre zone d'influence ?

La Russie est-elle stable ? Puissance de la terre par excellence, quelles relations entend-elle établir avec les terres qui l'environnent ? Et comment négociera-t-elle le poids international qui est le sien, sur un échiquier dont les pièces ont repris un mouvement compulsif ? Ces trois questions, centrales compte tenu du poids du pays, suggèrent de réintégrer toutes affaires cessantes la question russe dans les réflexions sur la construction d'un nouveau système international, quel qu'il soit.

***

Car c'est cette reconstruction qui est en cause. Après nous avoir, un bref été, fait rêver à l'éclosion d'un monde nouveau, la crise sanitaire mondiale nous renvoie à un programme inchangé : les questions de demain – nouveau dessin des puissances, organisation collective, maîtrise des technologies, prise en charge des problèmes transversaux… – sont celles d'hier, en plus grave. Après le temps-panique, le temps stratégique est de retour.

D. D.

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.